



## FOCUS PHAROS- Pakistan, la mouvance islamique

### ABSTRACT

La religion a toujours été liée à la politique au Pakistan, pays créé par une scission avec l'Inde, notamment pour des raisons de divergence de confession des populations. Aujourd'hui, les forces politico-religieuses instrumentalisent de plus en plus l'islam. Cela explique l'influence croissante de la religion et son intrication avec la nation même. La question du blasphème est en particulier très présente dans l'actualité et il convient ici de comprendre ce qu'est la mouvance islamique et comment des partis politiques prônent la création d'un Etat théocratique au Pakistan.

#### Auteur :

Après avoir vécu et travaillé au Pakistan, Olivier Louis reste passionné par la complexité du pays et est aujourd'hui notre Observateur référent pour le Pakistan.



### Analyse des partis voulant faire du Pakistan un Etat théocratique : la mouvance islamique au Pakistan

En septembre 2017, quelques parlementaires de l'extrême droite de l'Assemblée nationale du Pakistan remarquèrent une différence dans une annexe de la loi portant réforme de la procédure électorale qui venait d'être votée. Le texte de la déclaration, que les candidats musulmans aux élections parlementaires ont l'obligation de remplir et qui affirme que Mohammed est l'envoyé de Dieu et le dernier des prophètes, avait été modifié. Apparemment, le texte initial et le texte voté ne comportait qu'une différence minime : le candidat devait remplir un formulaire commençant par « je crois » au lieu de « Je jure ». L'extrême-droite pakistanaise lança alors une campagne véhémement de protestation, rapidement reprise par un groupe fondamentaliste, le *Tehreek-Labaik-Ya Rasool Allah*, devenu un des membres influents des mouvances islamiques radicales. Les manifestations violentes se multiplièrent, l'accès à Islamabad fut sérieusement entravé par l'occupation du carrefour de Faizabad qui commande l'accès à la capitale, les manifestants ne se contentèrent pas de réclamer le retour au texte initial, ce qui leur fut très rapidement accordé, mais également des sanctions exemplaires pouvant aller jusqu'à la peine de mort contre les auteurs de cette modification jugée blasphématoire, la démission du ministre de la justice, voire la démission du gouvernement. Le gouvernement laissa traîner les choses pendant les premières semaines, espérant mobiliser la population contre les manifestants, du fait la gêne grandissante à la circulation qui était occasionnée, puis essaya de rétablir l'ordre le 25 novembre par une opération policière de grande ampleur. Un policier et cinq manifestants furent tués. Le 26, des manifestations massives se déroulèrent dans tout le pays. L'armée, appelée à la rescousse, refusa de prêter main forte au gouvernement et mena les négociations en secret. L'accord fut rapidement trouvé, dès le 27 ; largement en défaveur du gouvernement : Le ministre de la justice fut contraint de démissionner, le gouvernement s'engagea à sanctionner de façon exemplaire les auteurs du changement de rédaction de la loi, les manifestants reçurent une compensation

Observatoire pharos

c/o ACTED : 33 rue Godot de Mauroy

75009 Paris, FRANCE

contact@observatoirepharos.com

[www.observatoirepharos.com](http://www.observatoirepharos.com)



Financière pour les pertes d'argent occasionnées par leur participation aux manifestations. Des policiers et des soldats ont donc distribué des billets de banque aux manifestants.

Comment un désaccord, apparemment minime, sur le texte d'un formulaire a-t-il pu conduire à une capitulation humiliante du gouvernement légitime du pays? Trois raisons peuvent être avancées : premièrement, le sujet du différend, celui de la finalité de la prophétie de Mohamed qui est considéré comme un dogme cardinal pour l'immense majorité des musulmans. Deuxièmement, la volonté d'utiliser la loi sur le blasphème pour étouffer toute contestation du fondamentalisme religieux. Troisièmement, la complicité de l'armée vis-à-vis des mouvements fondamentalistes musulmans. Comment en est-on arrivé là ? C'est ce que nous allons tenter de comprendre en essayant de définir plus précisément cette notion de mouvance islamique radicale, en rappelant quelques épisodes significatifs de son histoire et en décrivant son positionnement actuel dans la vie politique du pays.

## Religion et politique, une volonté de stricte application de la loi religieuse par l'Etat

On peut regrouper sous l'appellation de « **mouvance islamique** », **l'ensemble des partis politiques et des groupes et associations diverses dont l'objectif affiché est de transformer le Pakistan en un État théocratique** qui appliquerait, dans toutes ses dispositions, la loi religieuse telle qu'elle est définie par le Coran et les Hadiths, la *charia*. La mouvance islamique n'a pas de structure permanente et est divisée selon les écoles religieuses et les sympathies politiques de ses membres. Selon les circonstances, des alliances entre différents membres peuvent apparaître. Cette mouvance occupe l'espace politique qui s'étend entre, d'une part, les partis politiques plutôt modérés qui ne proposent pas de changement radical à la structure politique fondamentale du pays, telle qu'elle a été définie par la Constitution de 1973, et d'autre part, les groupes qui préconisent l'usage indiscriminé de la violence pour atteindre leurs objectifs politico-religieux. Les frontières entre ces deux mouvements sont poreuses. En effet, il existe au sein des partis dits modérés des courants qui sont favorables à une extension de la charia au Pakistan tels que le Pakistan Muslim League (PML) de Nawaz Sharif et le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI) d'Imran Khan. De l'autre côté, des groupements considérés comme terroristes par la communauté internationale, parce qu'ils préconisent la violence terroriste au Cachemire ou en Inde, mais qui respectent le droit pakistanais, ont toute leur place au sein de la mouvance islamique. Outre son aspect religieux fondamental, **la mouvance islamique s'est autoproclamée comme le principal défenseur de « l'idéologie du Pakistan »** qui peut se résumer ainsi : le Pakistan est la forteresse de l'Islam assiégé en permanence par tous ses ennemis, en particulier l'Inde et l'Occident. Cette idéologie a été développée par les services psychologiques de l'armée, après l'échec du Pakistan dans la guerre de 1965, et est réaffirmée à chacune des nombreuses crises traversées par le pays. De ce fait, les diverses composantes de la mouvance islamique ont toujours affirmé qu'elles seraient, au côté de l'armée, au premier rang des défenseurs des « frontières idéologiques du Pakistan » et elles entretiennent des liens étroits avec l'armée et ses services secrets, *Inter Service Intelligence (ISI)*.

Historiquement, la mouvance islamique trouve son origine dans les partis et les organisations musulmans qui n'avaient pas rejoint la ligue musulmane de Mohammed Ali Jinnah dans le combat pour la création du Pakistan, soit parce qu'ils étaient réservés devant la perspective de la partition de l'empire des Indes et donc de la création du Pakistan, soit parce qu'ils privilégiaient la réforme religieuse de l'Islam aux considérations purement politiques.



Le porte-parole le plus connu de la première tendance est Sayyid Abul Ala Maududi qui a créé à Lahore, en 1940, le Jamaat-i-Islami (JI). Ce mouvement, devenu ensuite parti politique, se présentait comme « l'avant-garde de la révolution islamique » en utilisant les méthodes d'organisation des partis communistes de l'Europe de l'entre-deux guerres : centralisme, structuration en mouvement pour les jeunes, les femmes, les intellectuels, etc. Ce parti se présentait comme « l'avant-garde de la révolution islamique ». Il était, et il est toujours, proche des Frères musulmans. A côté de lui, de puissants réseaux d'*oulémas* (théologiens) des différentes écoles religieuses de l'Islam du subcontinent avec leurs mosquées, leurs sanctuaires et leurs *madrasas* (écoles coraniques), sans être tous opposés à la partition de l'Inde, comme l'était le Jamaat-i-Islami, estimaient que le premier ennemi de l'Islam n'était pas l'Inde mais la modernité occidentale. Ce sont les prédécesseurs de deux autres partis politiques, le Jamaat-i-Ulema-i-Islam (JUI), créé en 1945, qui représente le courant déobandi, et le Jamaat-i-Ulema-i-Pakistan (JUP), créé en 1948, qui appartient au courant barelvi. Ces deux partis politiques constituent toujours, avec le Jamaat-i-Islami, la base organisationnelle de la mouvance islamique. Après l'indépendance du Pakistan, ces partis politiques, devenus des nationalistes convaincus, se retrouvèrent dans la conviction que le Pakistan ne pourrait développer ses pléines potentialités que si le pays devenait « le laboratoire de l'Islam » bâtissant un État théocratique dans lequel la *charia* s'appliquerait intégralement.

---

L'école déobandi est un courant spécifique au sein de l'Islam sunnite. Elle s'est développée à partir de 1867 dans la ville de Déoband, située dans l'Uttar Pradesh actuelle (Inde) en réaction à la colonisation britannique. C'est une école littéraliste et dogmatique, rattachée à la tradition sunnite hanéfite. Elle estime que seul un retour aux sources de l'Islam sans concession aucune aux idées modernes, permettra sa renaissance. Cette école est présente principalement dans le sous-continent indien.

L'école barelvi tire son nom de la ville de Bareilli, également dans l'Uttar-Pradesh. Elle a été créée en 1893. Bien qu'elle soit rattachée à la tradition sunnite hanéfite, comme les déobandi, elle s'oppose à lui en défendant les traditions religieuses des musulmans de l'empire des Indes : soufisme, culte des saints et pèlerinages auprès de leurs tombeaux qui sont sous la responsabilité de leurs descendants que l'on appelle souvent des *pirs* (assimilés à de guides spirituels) au Pakistan. Ils ont développé une dévotion extrêmement forte au Prophète ce qui explique leur attachement viscéral à la loi sur le blasphème qui protège « l'honneur du Prophète ». Leur sensibilité est sans doute majoritaire au sein de la population pakistanaise.

## Retour historique sur la mouvance islamique : construction et influence.

La mouvance islamique accompagne toute l'histoire du Pakistan mais, pour éclairer ses motivations et ses modes d'action, on évoquera **quatre épisodes particulièrement significatifs**.

**12 mars 1949 : Le vote de la résolution sur les objectifs.** Moins d'un an après la mort de Mohamed Ali Jinnah, la mouvance islamique obtint, par une agitation incessante, le vote par l'Assemblée constituante de la résolution sur les objectifs dite « *objective resolution* » qui devait servir de socle fondamental à la future Constitution du pays.



Son premier principe est : « *la souveraineté sur le monde entier n'appartient qu'à Dieu seul et l'autorité du peuple du Pakistan ne peut s'exercer que dans les limites qu'il a lui-même fixé* ». Les limites en question étant évidemment les dispositions de la *charia*. Dans cette Constitution à venir, « *les principes de démocratie, de liberté, d'égalité, de tolérance et de justice sociale, tels qu'ils sont énoncés par l'islam, seront pleinement observés* ». L'Assemblée constituante vota cette disposition à l'unanimité (moins une voix) des membres musulmans de l'Assemblée mais tous les membres représentant les minorités religieuses ou ethniques du Pakistan s'y opposèrent. Dès ce vote obtenu, les principaux responsables de la mouvance islamique de l'époque, en particulier le Jamaat-i-islami, prétendirent que cette résolution avait une valeur supra constitutionnelle. Elle rendait caducs les droits politiques et personnels des citoyens qui existaient dans les législations antérieures et, bien entendu, abolissait les promesses que contenait le discours inaugural de Mohamed Ali Jinnah à l'Assemblée constituante (août 1948) qui affirmait avec vigueur la séparation du politique et du religieux. La résolution sur les objectifs a été reprise dans la Constitution de 1973, la première constitution pakistanaise élaborée par une assemblée constituante élue au suffrage universel, comme un préambule sans valeur contraignante. Depuis la réforme constitutionnelle de 1985, imposée par le général Zia Ul Haq et toujours en vigueur, ce texte est devenu opérationnel. Il peut donc servir de bases pour des procédures judiciaires et il a été évoqué à plusieurs reprises dans des décisions de la Cour Suprême. Toutes les composantes de la mouvance islamique ne cessent de se prévaloir de cette résolution pour exiger l'application de la *charia* dans le pays.

---

L'Assemblée constituante, comme celle de l'Inde d'ailleurs, ne résultait pas d'une élection au suffrage universel. Ses membres avaient choisis parmi ceux des assemblées provinciales, élus aux élections de 1946 dans les circonscriptions constituant, après la Partition, le Pakistan. Ces élections étaient censitaires et seulement un très faible nombre de femmes ont été autorisées à voter.

---

**Février 1953 : Les émeutes contre les Ahmadis.** Les Ahmadis se considèrent comme des musulmans mais vénèrent comme un prophète, égal à Jésus mais inférieur à Mahomet, leur fondateur Mir Ghulam Ahmed qui vécut et prêcha à Qadianen en Inde à la fin du XIXe siècle. Pour les musulmans « orthodoxes », en qualifiant leur fondateur de « prophète », ils contreviennent au dogme de la finalité de la Prophétie de Mahomet. Des émeutes anti ahmadis éclatèrent en février 1953 et s'étendirent dans plusieurs villes importantes du pays dont Lahore. D'abord spontanées, elles furent rapidement prises en main par le Jamaat-i-Islami. Les manifestants exigeaient que les Ahmadis soient déclarés comme non musulmans, qu'ils soient exclus de la fonction publique et que leurs biens soient confisqués. Ces violences auraient causés environ 2000 victimes. Le gouvernement déclara la loi martiale et l'ordre fut établi. La répression fut sévère. Les organisateurs de ces émeutes furent arrêtés, le Maulana Maududi fut lui-même condamné à mort. Mais cette rigueur ne dura pas. Le Maulana Maududi fut rapidement gracié et libéré. Malgré ce revers, les partis religieux continuèrent sans relâche à exiger un traitement discriminatoire pour les Ahmadis. Ils finirent par l'obtenir en 1974, lorsque Zulfikar Ali Bhutto, alors premier ministre, accepta d'inscrire dans la Constitution une clause précisant que les Ahmadis ne pouvaient pas être considérés comme des musulmans. Le sort des Ahmadis fut ensuite considérablement aggravé pendant la dictature du Général Zia-Ul-Haq (1977-1988).



**5 Juillet 1977 : coup d'État du Général Zia-Ul-Haq.** Le Premier ministre Zulfikar Ali Bhutto avait convoqué des élections législatives pour le 7 mars 1977. L'opposition réussit à réaliser une alliance électorale : la « *Pakistan National Alliance* » qui regroupait tous les partis politiques et les mouvements opposés à la politique du Premier ministre. La mouvance islamique était l'élément dominant de cette alliance qui, d'ailleurs, fit campagne sur le thème de la mise en vigueur de la *charia* qui ferait du Pakistan le « Nizam-e-Mustapha » (le système du prophète). Presque tous les mouvements religieux et partis politiques de cette mouvance participèrent à la campagne électorale, ce qui était nouveau. Le parti politique de Zulfikar Ali Bhutto (le Pakistan People's Party) arriva largement en tête mais l'opposition n'accepta pas ces résultats qui, selon elle, étaient dus essentiellement à la fraude électorale. Elle organisa une violente campagne de protestation, qui fit de nombreuses victimes. Le désordre qui régnait dans le pays fut le prétexte saisi par l'armée pour imposer la loi martiale (le 5 juillet 1977) sous la direction du général Zia-Ul-Haq. Après avoir fait juger et exécuter Zulfikar Ali Bhutto (le 4 avril 1979), ce qui fut salué par des manifestations de joie organisées par les partis religieux, le général Zia-Ul-Haq dirigea le pays jusqu'à sa mort accidentelle le 17 août 1988. L'intention du général Zia Ul Haq était de transformer le Pakistan en un État religieux suivant aussi strictement que possible la tradition sunnite déobandi. Pour la première fois dans l'histoire du Pakistan, la mouvance islamique était associée à l'exercice du pouvoir politique. Le Jamaat-i-Islami obtint plusieurs ministères dans les premiers gouvernements de Zia-Ul-Haq. De nombreuses mesures d'islamisation furent adoptées, la constitution fut modifiée par l'adjonction dans le texte constitutionnel de plusieurs notions tirées de la *charia*. Cependant, avec le temps, les relations entre l'armée et la mouvance islamique se détériorèrent. Le général Zia-Ul-Haq n'avait pas l'intention de transformer le Pakistan en une théocratie dans laquelle le pouvoir serait exercé par les « pieux musulmans », c'est-à-dire les *oulémas*. En toute hypothèse, l'armée devait garder le pouvoir d'arbitrage suprême dont elle a disposé pendant la plus grande partie de l'histoire du pays. Dès la mort du général Zia-Ul-Haq, on en revint donc à un régime politique constitutionnel. Mais les mesures d'islamisation de la vie politique et de la société prises par le général Zia-Ul-Haq restèrent en vigueur et continuent à peser sur la société : introduction de crimes et de délits à juger selon la *charia*, multiplication des *madrassas*, discriminations multiples contre les Ahmadis, aggravation drastique de la loi sur le blasphème, etc.

L'expérience jugée positive de la « Pakistan National Alliance » conduisit la mouvance islamique à la renouveler deux fois selon, cependant, des configurations différentes. Aux élections législatives et provinciales de décembre 1988, une alliance, qui incluait le PLM comme principale composante et « l'Islami Jamhoori Ittehad », avait été mise en place pour empêcher le Pakistan People's Party (PPP) de Benazir Bhutto d'accéder au pouvoir. L'IJI résultait des manœuvres des services secrets de l'armée qui lui apportèrent, au surplus, une aide financière importante. Cela n'empêcha pas le PPP de gagner les élections législatives mais permit à Nawaz Sharif de s'installer comme ministre en chef du Panjab. Aux élections de 2002, une alliance du même type, mais qui ne comprenait plus le PLM, appelée « Muttahidda Majlis e Amal » ou MMA, se présenta aux suffrages des électeurs. Elle obtint les meilleurs résultats jamais atteints par les partis politiques de la mouvance islamique avec 11,3 % des voix, insuffisants, cependant, pour peser sur la vie politique du pays qui, de toute façon, était dominée par le Président de la République, le général Musharraf, qui avait pris le pouvoir par un coup d'État en 1999. La coalition put, en revanche, constituer le gouvernement de la région de la frontière du Nord-Ouest (aujourd'hui Khyber Pakhtunkhwa). Depuis lors, la mouvance islamique n'a plus été en mesure de mettre en place des coalitions susceptibles d'obtenir un résultat significatif dans les élections législatives du pays.



## **29 février 2016 : pendaison de Mumtaz Qadri.**

Mumtaz Qadri était un des gardes du corps du gouverneur du Pendjab, Salman Taseer, une des principales personnalités du Pakistan People's Party. Le gouverneur s'était ému de la condamnation à mort, en juin 2009, pour blasphème, d'Asia Bibi, une femme chrétienne qui avait eu un différend avec des femmes musulmanes autour d'un puits et se serait emporté, ce qui l'aurait conduit, selon ses accusatrices, à insulter le Prophète, un blasphème au Pakistan. Il avait rencontré Asia Bibi dans sa prison. En sortant de cet entretien, il avait publiquement exprimé de fortes réserves sur la loi sur le blasphème. Mumtaz Qadri prit sur lui de « venger » le prophète. Le 4 janvier 2011, il tira 28 fois sur Salmaan Taseer, qui périt. Aucun des autres gardes du corps du gouverneur n'avait fait le moindre geste pour le protéger. Mumtaz Qadri revendiqua cet assassinat comme le devoir de tout musulman de mettre à mort tous les blasphémateurs, car critiquer la loi sur le blasphème est en soi un blasphème. Mumtaz Qadri appartenait à un groupe barelvi affilié au Sunni Tehreek, un mouvement barelvi radical. Il fut immédiatement considéré comme un héros de l'Islam. Trois cents avocats du barreau de Lahore offrirent de le défendre gratuitement. Des manifestations incessantes accompagnèrent son procès en première instance, et surtout en appel devant la Haute cour d'Islamabad. Il fut, cependant, condamné à mort en décembre 2015 et pendu le 29 février 2016. Plus de 100 000 personnes assistèrent à ses funérailles. Des manifestations se déroulèrent dans tout le pays. Elles devinrent violentes à l'occasion des cérémonies marquant la fin de la période de deuil. Une mosquée à son nom a été construite à Islamabad, elle reçoit un flot ininterrompu de pèlerins depuis lors.

Ces quatre épisodes ont été choisis, parmi bien d'autres, pour illustrer la capacité d'influence de la mouvance islamique radicale et les thématiques qui la mobilisent. Cette capacité semble aujourd'hui toujours très élevée et invite à regarder de plus près sa composition et sa capacité d'influence.

## **Un mouvement duquel il est possible de distinguer trois groupes : partis politiques anciens, mouvement deobandi et mouvement barelvi**

**Les trois partis politiques qui existent depuis l'origine :** le Jamaat-i-Islami (JI), le Jamaat-i-Uléma-I-Pakistan (JUP) et le Jamaat-i-Ulema-i-Islam (JUI). Ces trois partis présentent des candidats aux différentes élections nationales et régionales. Leurs scores électoraux sont en général très modestes. Par exemple, lors des dernières élections législatives, en 2013, le JUI a obtenu 3,24 % des voix, le JI 2,12 % et le JUP 0,08 % (ce dernier parti est aujourd'hui en plein déclin). Ils participent également aux coalitions gouvernementales au niveau des provinces et de la Fédération. A l'heure actuelle, le JUI est allié au PML et dispose de plusieurs ministères dans le gouvernement fédéral et le JI est associé au PTI d'Imran Khan dans le gouvernement qui dirige la province du Khyber Pakhtunkhwa (KP). Ces partis sont à la fois la façade la plus visible de la mouvance islamique et le trait d'union de cette mouvance avec les autorités officielles. Ils condamnent la violence tout en envoyant leurs militants participer aux grands rassemblements de protestations, très souvent violents, contre les décisions gouvernementales ou les événements de politique étrangère qui suscitent leur colère.



Mention spéciale doit être faite de l'Islami Jamaat-e-Talaba, la branche étudiante du Jamaat-I-Islami. Avec l'appui plus ou moins explicite des autorités universitaires, il a réussi à contrôler un très grand nombre de campus universitaires. Il fait régner l'ordre islamique dans les campus (séparation des garçons et les filles, surveillance du contenu des ouvrages pédagogiques et des cours des professeurs pour expurger tout contenu qu'il juge contraire à l'islam, persécution des quelques étudiants qui défendent une autre vision de la société). Il ne répugne pas à la violence pour imposer ses convictions.

Deuxième tendance dans la mouvance islamique, **les mouvements déobandi fondamentalistes**. Trois de ces mouvements sont particulièrement notables. Le premier est né d'une scission du JUI. Il est présidé par la Maulana Sami-ul-Haq, d'où son nom JUI (S), S pour Sami. Celui-ci est surnommé « le père des talibans », car il dirigeait, et dirige encore, le séminaire islamique déobandi de Darul Uloom Haqqania à Akora Khattak (KP) dans lequel ont été formés les cadres des talibans afghans dont le mollah Omar et de nombreux talibans pakistanais. Il a créé un parti politique pour se présenter aux élections législatives de 2013 (Mutahida Deeni Mahaz) mais sans réussir à obtenir un seul siège. Il vient de conclure un accord politique avec le chef du PTI Imran Khan dont le parti dirige le KP. Son séminaire a bénéficié d'importantes allocations financières de ce gouvernement où siège également le JI. Une des premières tâches de ce gouvernement a été d'expurger des manuels scolaires tout ce qui pourrait contredire l'enseignement de l'Islam et le récit historique officiel de l'histoire des musulmans en Inde et de celle du Pakistan. Le Maulana Sami-ul-Haq est viscéralement anti américain et anti indien. Il continue d'apporter son plein soutien aux talibans afghans. La deuxième organisation de cette tendance est le Jamaat-ud-Dawa. Il est présidé par Hafiz Mohammad Saeed, fondateur du Lashkar-e-Taiba, mouvement terroriste interdit aussi bien au Pakistan que par les Nations unies, et présumé auteur des attentats de Bombay en 2008. Le Jamaat-ud-Dawa n'est que le nouveau nom du Lashkar. Depuis quelques semaines, Hafiz Mohammed Saeed et son mouvement font l'objet de poursuites policières, mais la cour de justice de Lahore vient d'ordonner la libération de Mohamed Saeed qui avait été mis en détention provisoire. Cet activisme policier est lié à la pression internationale qui pourrait conduire le Pakistan à être sanctionné pour ne pas lutter effectivement contre les réseaux financiers alimentant le terrorisme. Nul doute que si le Pakistan échappe aux sanctions dont il est menacé, le Jamaat-ud-Dawa et son chef pourront reprendre en toute tranquillité leur propagande incessante contre l'Inde et les États-Unis et pour l'imposition de la *charia*. La troisième organisation que l'on peut citer est le Ahle Sunnat Wal Jamaat dirigé par Maulana Mohammed Ahmed Ludhianvi. Cette organisation succède au Sipah-e-Sahaba Pakistan, qui a été interdite en 2012. Elle est dédiée à la lutte contre les chiïtes. Le Sipah-e-Sahaba était un groupe terroriste, le Alhe Sunnat Wal Jamaat ne préconise pas officiellement la violence contre les chiïtes. Il ne plaide plus, comme le faisait le Sipah-e-Sahaba, pour que les chiïtes soient considérés comme de non musulmans, pour qu'ils aient le même sort que les Ahmadis, et soient soumis aux mêmes discriminations. En fait, il reste très proche d'une organisation terroriste, elle aussi issue du Sipah-e-Sahaba Pakistan et restée fidèle à son objectif d'origine, le Lashkar-e-Jangwi qui a organisé des dizaines d'attentats contre les chiïtes et qui a sans doute à son actif plusieurs centaines de morts. Aussi est-il très surprenant que le Maulana Ludhianvi n'ait jamais été condamné par la justice pakistanaise, soit régulièrement libéré par les tribunaux lorsqu'il est arrêté par la police et ait été autorisé par deux fois à se présenter à une élection partielle pour un siège de député à l'Assemblée nationale en 2008 et 2013.



Troisièmement, **les organisations qui se définissent comme barelvi**. Elles étaient traditionnellement considérées comme pacifiques, mais se sont radicalisées depuis quelques années. Leur représentant traditionnel, le parti politique JUP, très modéré, a perdu presque toute influence. Deux de ces organisations méritent d'être cités. Le Sunni Tehreek, créé en 1990, était un mouvement qui visait à empêcher le courant déobandi de prendre le contrôle des mosquées et des *madrasas* affiliées au courant barelvi, y compris par la violence. L'affaire Mumtaz Qadri/Salman Taseer dont nous avons parlé plus haut, lui permit de sortir de ce contexte étroitement inter-sectaire pour acquérir une dimension nationale. Il fut en effet un des principaux organisateurs des nombreuses manifestations protestant contre l'exécution de Mumtaz Qadri, tout au moins à ses débuts. Cependant, c'est un autre mouvement qui semble avoir acquis la prépondérance dans la mouvance barelvi radicale, le Tehreek-e-Labbaik Ya Rasool Allah dirigé par un leader charismatique, le Maulana Khadim Hussain Rizvi. Il a été créé en août 2015 à l'occasion des grandes manifestations qui visaient à faire pression sur les tribunaux pour obtenir l'acquiescement de Mumtaz Qadri. Il fut le principal organisateur des nombreuses manifestations qui suivirent l'exécution de ce dernier. Nous avons vu dans l'introduction qu'il a été, tout récemment, capable de faire plier le gouvernement légal. Ce mouvement cherche maintenant à participer directement à la vie politique. Il a présenté des candidats dans deux récentes élections législatives partielles. Ces candidats ont été battus, mais se sont retrouvés en seconde position.

## Réflexion et analyse de la mouvance islamique

Une force indéniable de la mouvance est la capacité des membres de cette mouvance de mobiliser des foules toujours nombreuses, prêtes aux plus grands sacrifices et animées par la conviction que leur cause est sainte. Leurs militants pensent « défendre le vrai islam », sans cesse menacé par ses ennemis extérieurs (l'Inde, l'Occident) et intérieurs (tous ceux qui veulent « moderniser » l'Islam). Ils bénéficient d'un appui réel dans la population grâce au réseau de mosquées, de *madrasas*, de séminaire islamique dont ils sont issus. Il est très difficile pour les gouvernements civils de rétablir l'ordre public. Ceux-ci sont souvent pétrifiés par la crainte de débordements et de violence meurtrière qui leur feraient perdre le contrôle de la situation et les obligerait à faire appel à l'armée.

Leur deuxième force est la complaisance de l'armée et de ses services secrets (I.S.I.) pour la mouvance islamique. Elle abrite discrètement les groupes terroristes anti indiens que l'armée ne souhaite pas démanteler (cas du Jamaat-ud-Dawa). Elle est utilisée pour affaiblir les gouvernements civils si ceux-ci ont la prétention de mener une politique étrangère et de défense qui ne serait pas celle dictée par l'armée. De plus, dans les processus électoraux, les partis de la mouvance islamique peuvent être appelés en renfort pour faciliter l'obtention d'un résultat électoral conforme aux souhaits de l'armée. Bien des observateurs estiment que c'est d'ailleurs ce qui est en train de se passer, l'armée ayant décidé de se débarrasser de Nawaz Sharif et de sa famille en empêchant sa réélection aux élections prévues à l'été 2018. Un des moyens pour arriver à ce résultat est de susciter des candidatures de personnalités issues de la mouvance islamique contre les députés sortants du PLM, qui leur prendraient les voix de ceux dont les sympathies religieuses et politiques sont proches des conceptions dominantes de la mouvance islamique. Or ceux-ci sont nombreux au sein de l'électorat traditionnel du PLM.





Ce qui déstabilise la mouvance islamique est qu'elle est extrêmement divisée entre un grand nombre de partis politiques, de tendances, de mouvements qui sont incapables de s'allier au-delà d'événements conjoncturels. Les egos personnels jouent souvent un rôle plus important que les convictions. L'armée a bien réussi à faire naître, en 2012, une organisation commune de la mouvance islamique : c'est le « Difa e Pakistan Council » (Conseil de Défense du Pakistan) qui, à l'origine, comptaient environ 45 mouvements dédiés à la protection des « frontières idéologiques du Pakistan ». Il subsiste toujours et vient, d'ailleurs, de se réunir au début de l'année 2018 pour protester contre le transfert à Jérusalem de l'ambassade des États-Unis en Israël. Son influence paraît, cependant, aujourd'hui, déclinante et ses actions se limitent à des protestations véhémentes contre la politique des États-Unis et de l'Inde.

Le deuxième frein de la mouvance islamique est son incapacité à gagner des élections, tout au moins jusqu'à maintenant et ce, malgré l'aide occulte qu'elle reçoit régulièrement de l'ISI. C'est une constatation un peu paradoxale dans le climat actuel du Pakistan où le fondamentalisme musulman semble en constante progression.

Les élections législatives et provinciales de l'été 2018 contrediront-elles cette constatation ? C'est peu probable, car les trois partis principaux (le PPP, le PML et le PTI) bénéficient visiblement de l'appui de la majorité de la population.

La mouvance islamique est une force de nuisance pour les gouvernements civils, une force d'appoint pour l'armée et une force d'influence pour la société, mais elle n'est pas en mesure de prendre le contrôle du pays pour le moment.

O. Louis.